

CAPITALISME D'ÉTAT ET RÉVOLUTION...

Le capitalisme ne prend même plus la peine de gouverner par personne interposée. Le fondé de pouvoir d'une grande banque peut s'asseoir dans le fauteuil de président du Conseil des ministres sans provoquer une levée de boucliers.

En dépit d'un certain imbroglio, il apparaît qu'en définitive le grand capital n'a pas soutenu les ultras. Il lui a semblé plus rentable, la conjoncture économique actuelle lui étant extrêmement favorable et la menace de révolution lui paraissant écartée pour longtemps de continuer à soutenir le régime qu'il avait créé, ce régime gaulliste, véritable piège pour les forces politiques traditionnelles qui ne peuvent que tourner en rond sans trouver à s'employer. Pour l'instant, les éventuelles poussées populaires lui paraissent pouvoir être facilement contenues par des augmentations de salaires qui seront toujours loin d'éponger l'augmentation des bénéfiques. Le régime des ultras aurait été beaucoup moins intéressant: il se serait appuyé d'une part sur toute la vieille réaction avec ce que cela comporte comme perspectives de stagnation et d'autre part surtout un appareil de type fasciste extrêmement coûteux, improductif en lui même et finalement freinateur de la production. On se serait enfermé dans un nationalisme qui n'est plus du tout la carte que joue le grand capital. On s'est orienté vers une formule à beaucoup plus intelligente que celle qui eût consisté à augmenter l'armée, à multiplier la police et à encadrer la population par un parti dont, en l'absence de chômage, il eût fallu payer les membres plus cher; sans parler des nécessaires défenses démagogiques à grand spectacle de ce genre de régime.

Au lieu de continuer à faire des affaires de manière honteuse derrière le rideau de l'acre fumée qui s'échappait du mauvais fourneau des institutions politiques démocratiques, le capitalisme agit désormais hardiment, au grand jour. Il fait savoir partout bien fort : l'expansion économique, que nous seuls pouvons mener parfaitement, est la raison d'être des sociétés modernes, elle assurera la justice sociale et rend caducs tout l'ancien attirail législatif parlementaire aussi bien que la forme classique des organes de revendications de classes. Les organismes économiques entièrement entre les mains du capital remplaçant ceux des organismes politiques inutiles au bon fonctionnement de la machine, la possession directe du gouvernement permet de se débarrasser des obstacles qui peuvent entraver sa bonne marche. Bien entendu, chacun demeure à sa place: financiers et technocrates décident et le peuple exécute. Pour qu'il ait quand même l'impression d'intervenir dans certaines décisions on maintiendra quelques élections professionnelles, à conséquences bien limitées et évidemment le référendum, système de tout repos. On finira d'enfermer les ouvriers déjà émiettés en une poussière de catégories et savamment hiérarchisés, dans un cadre juridique et social ne permettant plus aucune action revendicatrice de leur part. L'araignée tissant sa toile dans toutes les directions, cette classe la plus dangereuse étant muselée, il faudra neutraliser les catégories devenues turbulentes et sur lesquelles il n'y a plus de raison de s'appuyer: on fera comprendre aux boutiquiers qu'au lieu d'alimenter de ses rancœurs un poujadisme encombrant, on est plus tranquille employé d'un grand consortium; de même on espère réduire la paysannerie par l'organisation dirigée de la profession. Nous en arriverons ainsi à une société que l'on ne se gênera peut-être pas pour baptiser du nom de socialiste. Comme nous ne voyons plus très bien ce qui pourra distinguer la société des organisateurs capitalistes de celle des glorieux continuateurs de l'Octobre Rouge, on pourrait même l'appeler communiste. Pour nous qui avons du communisme une autre conception que cette société hiérarchisée, organisée de haut en bas, nous appelons depuis longtemps cela le capitalisme d'État.

En France il s'agissait de mettre dans le courant cette nation retardataire. Le général fait très bien ce genre de travail ou plutôt le laisse très bien faire et le fameux vide politique du régime gaulliste n'est qu'une opération de nettoyage qui va permettre au capitalisme un prodigieux bond en avant avec création de structures efficaces et finalement un renforcement considérable de l'État et de son pouvoir coercitif. La consti-

tution d'un super-État européen est sans doute jugée prématurée et le général s'y oppose actuellement. Mais le même laisse transparaître le but final lorsqu'il déclare que les régimes sont appelés à disparaître, laissant entrevoir à long terme le couronnement logique de l'œuvre: un super État mondial régnant sur une communauté universelle hiérarchisée et organisée en vue de la meilleure exécution des plans du sommet. Les socialistes autoritaires ayant conduit la Révolution sur une voie de garage, telles sont les perspectives un siècle après la création de l'Internationale, car là est bien le terme de la coexistence, pacifique ou non, d'entités semblablement structurées.

Pour l'immédiat, en France, qu'est-ce qui peut s'opposer à pareille emprise? Sûrement pas le troupeau des démocrates réclamant le rétablissement des institutions républicaines, ce qui n'intéresse ni le peuple qui n'en voit pas l'utilité, ni le capital, qui les a balayées pour insuffisance de rendement. Sûrement pas le parti communiste, qui, s'il énonce bien que le pouvoir actuel est aux mains des monopoles, canalise tout de suite la révolte vers des terrains d'épandage: *Fusillez Jouhaud et Salan! Barrons la route aux revanchards allemands!* C'est alors qu'il faut bien en revenir au courant libertaire qui s'exprime par ce journal et quelques autres publications, qui s'exprime par l'action que mènent nos camarades au sein des syndicats ou en dehors d'eux pour la poursuite de la lutte de classes, le refus de la collaboration et notamment le refus de cautionner le IV^{ème} Plan; et qui s'exprime enfin confusément dans le refus de certains et surtout des jeunes d'obéir aussi bien à la baguette du chef d'orchestre qu'à la matraque du flic. A ces gens à qui le pain et les jeux ne suffisent pas et qui ne peuvent envisager de vivre sans dignité, sans justice, sans liberté, le mouvement anarchiste offre ses idées constructives. A cette organisation de la société où la direction de la vie des autres appartient à une minorité, Bakounine, qui avait prophétisé que le «*socialisme scientifique*» aboutirait au mieux à ce capitalisme d'État, Bakounine donc opposait un projet véritablement humain :

«La future organisation sociale doit être faite seulement de bas en haut, par la libre association et fédération des travailleurs dans les associations d'abord, puis dans les communes, dans les régions, dans les nations, et finalement dans une grande fédération internationale et universelle, c'est alors seulement que se réalisera le vrai et vivifiant ordre de la liberté et du bonheur général, cet ordre qui, loin de renier, affirme au contraire et met d'accord les intérêts des individus et ceux de la société».

L'expérience a montré que ces conceptions radicalement contraires à toute idée hiérarchique étaient les seules réellement révolutionnaires, les seules dont l'application pourra mettre fin à l'exploitation de l'homme.

Georges MANCEAU.
